téméraire d'affirmer que c'est une question de temps seulement, de voir l'abaissement des dernières barrières légales qui mettent une entrave à l'établissement général d'un régime corporatif; — c'est-à-dire de voir le succès complet de l'école d'économie sociale chrétienne qui a frayé la voie, par ses études et ses programmes, à la phase organique de la contre-révolution.

mi

sin

na

toi cia ce voi

niè

chr

por

for

tien

orig

lem

se r

chai

vise

a pa

teur

sem

" su

" de

" tit

" au

" soc

" ter

" chr

" se j

" me

" bie:

" les

" pou

" mes

" soci

" mei

répan

gram

liers 1

ment

C

IV

Tout s'enchaîne dans ce qui est conforme à la logique des idées comme à la nature des choses, et la phase organique du développement de l'idée sociale chrétienne prépare déjà sa phase politique, dont la formule a été donnée depuis longtemps par ce mot d'ordre : " le régime représentatif sur la base du régime corporatif ".

On la voit poindre en France, dès l'année 1888, dans le mouvement qui prépara la première tenue des Etats libres du Dauphine, et se généraliser l'année suivante par la réunion à Paris des mandataires portant les cahiers de dix-sept assemblées provinciales. C'était la réponse au défi porté par les tenants de la Révolution, qui avaient prétendu faire un jubilé national du Centenaire de la "Déclaration des droits de l'homme". Il y a une grande ressemblance d'esprit entre la revendication des libertés publiques de l'ancienne France qui se produisit ainsi et le mouvement guelfe qui renaît dans la Haute-Italie. Sans doute la réalisation de la formule donnée plus haut peut être retardée, et même compromise dans les pays les plus avancés, par la division qui a éclaté parmi les Catholiques, entre les conservateurs et les progressistes qui ont pris le nom de Démocrates. Mais on voit déjà des formations presque complètes prêtes à agir sur le terrain politique, lorsqu'il ne sera plus considéré uniquement comme une arène des partis, mais comme un champ ouvert à la liberté de bien penser, de bien dire et de bien faire ce qui est réclamé pour le bien commun.

Pour en juger il faut considérer, au delà des disputes sur la forme du gouvernement qui sont propres aux peuples désorganisés, regarder combien les revendications inspirées de l'esprit social chrétien sont les mêmes dans tous les pays civilisés et se heurtent aux mêmes résistances dogmatiques ou intéressées. La politique, c'est-à-dire l'art de rendre les peuples heureux, est identique en ses grandes lignes dans tout ce qu'on appelait jadis la République chrétienne, et dont l'unité a disparu avec la Révolution pour faire place aux discordes qu'elle fomente et aux menaces qu'elle suspend entre tous les Etats. Les catholiques, lorsque l'on n'entretiendra plus entre eux l'esprit de combativité caractéristique, hélas! de la race française, - se retrouveront unanimes à restaurer des gouvernements, où, quelle que soit leur forme, ce ne soient plus les sujets qui commandent et le prince qui obéit, comme dans le régime parlementaire ; où ce ne soient plus les travailleurs qui peinent et les spéculateurs qui profitent, comme dans le régime capitaliste ; où ce ne soit plus la morale qui périclite et la licence qui s'étale, comme dans le régime maconnique; enfin où ce ne soit plus l'Etat qui ruine le peuple pour